L'éducation citoyenne, facteur clé de la réussite d'un éco-quartier

Yves Ardourel et Lahouari Bekhti

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ere/1165>

DOI : 10.4000/ere.1165

ISSN : 2561-2271

Éditeur

Centr'ERE

Référence électronique

Yves Ardourel et Lahouari Bekhti, « L'éducation citoyenne, facteur clé de la réussite d'un éco-quartier », *Éducation relative à l'environnement* [En ligne], Volume 10 | 2012, mis en ligne le 20 décembre 2012, consulté le 21 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ere/1165> ; DOI : 10.4000/ere.1165

L'éducation citoyenne, facteur clé de la réussite d'un éco-quartier

Yves Ardourel et Lahouari Bekhti

- 1 Cet article se propose de montrer que le facteur éducatif est un facteur clé pour le développement d'un « habitat durable ». En partant de la notion d'éco-quartier et des expériences engagées dans ce domaine, l'article tente de repérer les caractéristiques d'une éducation-formation utile pour s'approprier une démarche globale qui permette de devenir un éco-citoyen, acteur conscient des enjeux d'un projet collectif. Le cadre bâti, celui du logement que l'on habite comme celui du quartier où l'on vit peut être étudié dans ses dimensions environnementales, économiques, sociales et culturelles et nous appellerons démarche « développement durable », celle qui saura tisser les relations entre toutes ces dimensions. Chacune d'elles pose de nombreuses questions en termes de conception par les architectes, de maîtrise d'œuvre par les différents corps de métiers et d'appropriation par les habitants, occupants des espaces à vivre et acteurs des évolutions du quartier. Il est assez habituel d'aborder ces questions selon une approche technique : la nature des matériaux utilisés, leur provenance et leur respect des normes environnementales, la structuration des espaces verts, la prise en compte des pollutions, la gestion des déchets, les incitations fiscales et autres politiques d'aménagement des territoires. En interrogeant les multiples expériences en cours, nous souhaitons montrer combien le facteur éducatif est un élément essentiel pour le développement d'un « éco-quartier » et apporter ainsi quelques éléments de réflexion aux questionnements plus complexes de la conception-construction de « villes durables ».

L'éco-quartier, un espace d'expérimentation

- 2 L'éco-quartier se présente comme l'élément visible d'une politique d'une collectivité territoriale, il permet des expérimentations et devient ainsi un des terrains d'observation privilégiés pour réfléchir à l'évolution de la ville. Pas de nouveaux projets immobiliers, pas de réhabilitations urbaines, sans que ce label soit apposé, et face à cela

on peut s'interroger : simple appel marketing ou intention sincère ? L'éco-quartier pourrait se caractériser simplement par une délimitation cadastrale, des opérateurs identifiés et un planning d'actions prenant en compte les problématiques du développement durable ; nous noterons la définition plus ambitieuse portée par le Grenelle de l'environnement (2007) telle qu'elle s'énonce en 2011 sur le site du ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement : « Un ÉcoQuartier se doit aussi d'être un quartier durable, englobant des considérations liées aux transports, à la densité et aux formes urbaines, à l'éco-construction, mais également à une mixité sociale et fonctionnelle et à la participation de la société civile ». Faisant suite à des projets de ce type dans plusieurs villes du nord de l'Europe dont Fribourg est un des exemples parmi les plus connus, 160 projets sont déposés auprès du Ministère à la suite de l'appel d'offres ÉcoQuartier lancé en 2009. On a donc dans ce domaine des projets et quelques amorces de réalisation. L'éco-quartier devient un espace d'expérimentation qui permet aux chercheurs et observateurs divers de nourrir une réflexion utile.

Des axes à privilégier

- 3 Le 22 janvier 2008, Gaëlle Dupont signe un article dans *Le Monde* intitulé « Abu Dhabi lance un projet de ville écologique modèle en plein désert », dont voici un extrait :
 L'émirat débloque 10 milliards d'euros pour construire Masdar, une ville sans émissions de carbone ni déchets, dont il veut faire la Silicon Valley des énergies renouvelables, [...] Elle sera érigée en plein désert, non loin de l'aéroport d'Abu Dhabi et, si ses promoteurs réussissent leur pari, devrait compter 50 000 habitants en 2015.
- 4 Il n'est pas sûr que cet article apporte, sur le sujet de la ville durable, un grand éclairage. Pire, il risque de nous tromper. Un éco-quartier ou une ville, demain, pourrait naître d'une volonté unique, d'un pari financier, monté comme une opération de communication.
- 5 Sur le site ministériel déjà cité, une liste de critères est proposée ; elle est reprise sous des formes diverses dans plusieurs publications. Ainsi, un éco-quartier présenterait les caractéristiques suivantes : une gestion durable de l'eau, un traitement optimum des déchets, une biodiversité urbaine, l'utilisation de modes de transports « doux » (exemples : tramway, vélo), la production locale d'énergies renouvelables, des formes urbaines denses, une mixité sociale et fonctionnelle et de l'utilisation d'éco-matériaux. On insiste assez fortement sur « une gouvernance participative et un pilotage exemplaire ». Ce dernier critère est d'importance (il a été déterminant dans le prix remis en 2009 à la ville de Grenoble par le ministère de l'Environnement pour son projet d'éco-cité). C'est autour de ce critère « participatif » que nous engagerons notre réflexion.

La nécessité de pratiques partagées

- 6 Dans tout projet d'éco-quartier, la prise en compte de la logique « développement durable » propose d'agir pour la maîtrise de la consommation d'énergie, pour le développement la collecte des déchets, pour la prise en compte de la problématique des transports et des déplacements, mais ce qui permet la réalisation effective des

intentions, ce qui fonde la démarche vers un habitat durable, ce sont les pratiques partagées des habitants. L'isolation des appartements ne résout rien si les habitants laissent les fenêtres ouvertes, le service de collecte des déchets n'a que peu d'effet si les habitants ne respectent pas les procédures proposées ; c'est donc bien l'adéquation entre des dispositifs, des services spécialisés et les façons dont les habitants s'approprient ces éléments organisationnels et techniques, qui marquent la réussite ou non du projet.

- 7 Dans l'introduction de la brochure de présentation éditée par la mairie de Fribourg (Freiburg Green City, 2009), il est noté justement que « ce sont les citoyens qui portent cette politique. Leur engagement en faveur de la protection du climat, de l'eau et du sol constitue la base d'un développement urbain durable (*ibid.*, p. 2). La brochure donne même un exemple de participation citoyenne : « En 2003, des groupes de citoyens ont défini des objectifs directeurs qui ont été adoptés un an plus tard par le Conseil municipal comme cadre du Plan local d'urbanisme pour 2020 : éco-compatibilité, justice sociale, rationalité économique » (*ibid.*, p. 18).
- 8 Lors de l'inauguration d'un projet d'éco-quartier dans une commune limitrophe de Toulouse, le maire déclarait « L'enjeu social est fondamental. Nous avons aussi voulu une mixité très large pour répondre à une société qui se déstructure. Il faut aussi retenir que cet éco-quartier a une gouvernance participative » (Coureur, 2010).
- 9 La participation citoyenne comme élément important est bien repérée dans de nombreux projets, mais les moyens, les voies pour la réaliser sont encore à explorer. On ne décrète pas la participation effective ni l'engagement citoyen ; on invite, on prépare, on accompagne des populations ; il y a un principe éducatif à mettre en jeu, une pédagogie à déployer et des observations à faire.

Éducation et sensibilisation

- 10 Dans le cadre des conférences de la chaire Paris Tech « Éco-conception des ensembles bâtis et des infrastructures », Claude Paturel (2010) analyse un projet pour la ville de Narbonne qui n'a pas abouti. Dans sa présentation, il pointe les sept objectifs suivants qui avaient été définis :
 1. Bilan global « impact zéro CO₂ »
 2. Quartier « sans voiture »
 3. « Bâtiments passifs »
 4. Besoins énergétiques couverts par les énergies renouvelables
 5. Consommations en eau potable réduites de moitié
 6. Tri sélectif à la source et collecte silencieuse des déchets
 7. Mise en place de services pour faciliter les gestes éco-citoyens
- 11 Il décline ensuite ainsi l'objectif 7 :
 - Système de tri et de collecte des déchets,
 - Collecte des déchets particuliers (tels polluants, médicaments),
 - Surveillance, gestion et entretien de la performance des habitations (eau, énergie),
 - Vente de produits peu polluants et d'appareils économes,
 - Arrosage, entretien des jardins privés,
 - Auto partage,

- Lavage et entretien des voitures individuelles.
- 12 En analysant cette étude qui présente un projet qui ne se réalisera pas, on remarquera un élément manquant : il ne suffit pas de nommer les habitants et de prévoir pour eux ce qu'ils auront à faire ; il faut non seulement leur donner les moyens d'agir à travers la mise à disposition de services, mais surtout il faut leur donner l'envie de participer, la compréhension des enjeux et les aider à développer des compétences en éco-citoyenneté.
- 13 Dans un document élaboré en 2009 par la Direction départementale des Territoires du 77, il est noté :
- Un éco-quartier ne peut correctement fonctionner que si ses habitants participent à sa réussite et jouent le jeu. À cette fin, l'éducation environnementale est incontournable et se poursuit tout au long de la vie de l'éco-quartier car la population, comme ailleurs, se renouvelle. Ainsi, la plupart des quartiers ont mis en place des structures de promotion du développement durable uniquement à destination des habitants : agence de communication, achat collectif d'ampoules basse consommation, site internet, prospectus, conférences, animations pour enfants.
- 14 La limite de cette remarque est de se restreindre à une éducation environnementale et de ne pas approfondir les aspects économiques et sociaux propres à ce quartier.

L'appropriation d'une démarche globale

- 15 L'engagement de chaque habitant dans la démarche envisagée et mise en place dans l'éco-quartier exige en premier lieu que l'habitant soit informé de cette démarche et qu'il puisse la comprendre à la fois dans ses dimensions opérationnelles et pratiques, mais aussi dans ces enjeux plus globaux. Il faut aussi qu'il ait les moyens, en temps et intellectuellement, de mettre en œuvre les actions demandées. Ce passage de l'information du projet à cette première appropriation repose sur un travail éducatif. La qualité de l'information donnée ne suffit pas à sa compréhension ; cela requiert de la part de l'usager des compétences qu'une éducation spécifique peut faire acquérir ou développer. De même, la mise en œuvre de procédures concernant la gestion thermique de son logement, de ses emballages comme de l'organisation de ses déplacements, demande également des capacités précises. Plus encore la compréhension des enjeux globaux en relation avec son comportement, renvoie à une réflexion personnelle qu'une éducation-formation peut et doit nourrir.

Éduquer à quoi et comment ?

- 16 S'il est reconnu que l'engagement des acteurs est indispensable à la réussite d'un éco-quartier et qu'il y a une nécessité éducative vis-à-vis des habitants pour les accompagner dans cette appropriation, on peut s'interroger sur le contenu, les moyens et moments de cette éducation-formation. Notons simplement quelques points.
- *D'abord qui éduque et forme ?* Le système éducatif doit être associé à cette action, avec des organismes relais (type association) qui peuvent faire de chaque partenaire un acteur éducatif potentiel.
 - *Quel contenu et comment ?* Notons simplement ici que les messages compris et échangés entre les habitants sur la gestion énergétique, la consommation des biens et les façons de vivre

ensemble sont plus puissants, plus utiles, plus durables que les meilleures connaissances sur les normes environnementales pour la construction des murs et des toitures.

- *Valoriser les savoirs tacites.* Les habitants sont tous porteurs, à des niveaux différents, de savoirs tacites sur la façon de vivre ensemble, de partager un espace et de le gérer. Une éducation utile doit permettre l'expression et la visibilité de ces savoirs, afin de permettre leur harmonisation et de renforcer leur opérationnalité.

Notons aussi que l'effort architectural est essentiel non par ce qu'il donne, mais par ce qu'il permet. Le geste architectural au sein d'un éco-quartier est un appel à comprendre, il propose une pédagogie du vivre ensemble. Le message architectural et les compétences des corps de métiers associés portent, s'ils rencontrent des acteurs réceptifs, des signes qui les aideront à une appropriation personnelle et collective d'un espace, d'une façon d'agir et de partager.

- *De la partie au tout.* Un quartier est un élément d'un ensemble plus vaste, la politique d'une ville s'incarne dans le quartier et son évolution dépendra des choix plus globaux de la collectivité à laquelle il appartient. De même la politique éducative au sein d'un quartier est en relation avec une politique éducative plus large.

Éco-citoyen

- 17 Les habitants des éco-quartiers devraient bénéficier d'une éducation à l'éco-citoyenneté. L'accomplissement d'actes conformes, parce que compris et réalisés avec compétence, ne peut être le seul objectif éducatif. L'appropriation d'un projet collectif et des pratiques qui lui sont associés est également en relation avec le niveau d'implication des acteurs. On obtient une implication d'autant plus forte que les acteurs sont réellement associés au projet. Ce qui est à viser : la coopération des habitants. Pour cela il y a trois niveaux possibles :
 - ils apportent leurs contributions à la définition des objectifs généraux ;
 - ils participent à son pilotage et à la gouvernance du projet (propositions d'actions) ;
 - ils sont impliqués dans l'observation et dans l'analyse des résultats du projet.
- 18 Pour atteindre à ce triple niveau de coopération, le facteur éducatif est probablement encore plus essentiel. Participer à la définition d'objectifs, comme à l'analyse de l'évolution d'un projet complexe, demande de pouvoir mettre en œuvre des connaissances à la fois techniques, scientifiques et humaines, et des compétences d'écoute, de synthèse et de négociation.

Intégrer la dimension collective

- 19 On comprend bien qu'un projet d'éco-quartier ne réussira pas s'il ne suscite l'implication que de quelques-uns ; susciter la dimension collective devient donc une préoccupation majeure. Pour cela les projets prévoient habituellement la publication d'informations, la réalisation de bilans, l'organisation d'échanges. Mais quelles informations sont nécessaires pour une évolution coopérante au sein d'un éco-quartier ? Nous n'en donnerons ici que les grandes lignes :
 - l'information sur le projet (qui le porte ? Pourquoi a-t-il été lancé ? Comment doit-il se réaliser ?) ;
 - l'histoire de ce projet, ses grandes étapes passées, présentes et futures ;

- des données « techniques » relatives à l'éco-quartier et à son évolution (superficie des espaces verts, nombre d'habitants prévus, consommation énergétique, bilan déplacement, analyse de la biodiversité, etc.).
- 20 Ces informations doivent s'enrichir des apports des différents acteurs dans une mise à jour régulière (des outils existent pour cela). Mais sans un souci éducatif, sans une pédagogie pour l'usage de ces informations, sans une éducation pour s'approprier les données et pouvoir construire des arguments pour les discuter, les informations diffusées risquent de former un simple décor informatif, peu propice aux initiatives et à la prise en charge par les habitants du projet. La conquête d'une nécessaire autonomie ne peut être que le résultat d'un travail d'éducation-formation.

Éducation-information une relation à construire

- 21 L'information n'est donc pas seulement une donnée venant de l'extérieur, portée par des décideurs et des promoteurs ; elle peut provenir du collectif des usagers, pour construire et apporter des éléments pour le choix et la décision. Il est donc indispensable d'avoir une bonne connaissance des pratiques des acteurs et des occupants. C'est par la compréhension socio-économique de l'habitat que l'on peut finalement répondre aux objectifs du développement durable à l'échelle de la cité. Les pratiques des habitants et l'appréhension qu'ils ont des notions d'*habiter*, de *résider*, structurent fortement la vie dans la cité. Placer l'éducation et l'information au développement durable au cœur des préoccupations de la vie du quartier n'est pas à envisager comme un simple accompagnement d'une politique, mais comme le point d'appui d'une démarche vers une autre façon d'habiter.

Conclusion

- 22 Par l'éducation et l'information, il s'agit de favoriser pleinement la participation et l'implication des habitants dans tous ces projets urbains qui ont l'ambition de relever les défis d'un développement durable. Que ce soient des opérations de rénovation, de réhabilitation ou de nouvelles constructions, il s'agit non seulement de diminuer l'impact environnemental du quartier, mais aussi de prendre en compte les caractéristiques sociales, économiques et culturelles de ses habitants afin de construire une nouvelle façon de vivre ensemble et de lutter plus efficacement contre la précarité et les discriminations.
- 23 Pour apprendre à vivre ensemble, en éco-citoyen dans une relation attentive homme-nature-société, « pour envisager le passage d'une culture de consommation-dégradation à une culture de solidarité et de gouvernance », il n'y a probablement pas d'autres choix que de parier sur l'éducation et la formation des acteurs. Si la formation des professionnels commence à être prise en compte, l'éducation-formation des acteurs essentiels des éco-quartiers, les habitants, est souvent plus annoncée que mise en œuvre. Si l'information citoyenne est développée (l'ADEME a su par exemple multiplier brochures et autres programmes de sensibilisation), le travail de réflexion personnelle et collective des populations concernées, reste souvent à entreprendre, entre autres à cause de la difficulté d'aborder un public divers dans ses acquis et ses attentes, hétérogène en termes de disponibilité et de moyens. C'est un défi pour l'école, un défi

pour les associations, un défi pour les chercheurs : trouver des modalités nouvelles, expérimenter des approches, inventer des dispositifs d'éducation-formation, pour organiser le débat, l'accès et le partage des informations et des connaissances.

- 24 Pourquoi ne pas envisager le quartier ou la ville durable avant tout comme un espace où le savoir se partage, se diffuse et peut être mis en débat ? Pour favoriser l'accès aux connaissances et aux données, pour permettre l'accès et la mutualisation des expériences, dans la volonté de rechercher les voies d'un bien vivre ensemble, il y a la nécessité d'une intelligence collective. Dans les années 1990, Pierre Levy voyait la naissance d'une intelligence collective dans l'expansion des réseaux numériques. Pourquoi, en ce début de XXI^e siècle, une intelligence collective n'émergerait-elle pas des efforts partagés de connaissances et de synthèses pour un développement durable ? Du lointain géographique, économique et environnemental (la forêt amazonienne, le poisson du pacifique, les métaux recyclés en Inde) aux soucis locaux (l'énergie utilisée dans le chauffage, l'impact écologique du quartier, la solidarité effective), tisser ce lien entre ces préoccupations, n'est-ce pas faire œuvre d'intelligence ?
- 25 La recherche publique, la formation continue et l'éducation populaire doivent participer à l'élaboration d'une nouvelle éducation pour une autre intelligence du monde. Appelons cette éducation, citoyenne, durable ou solidaire ; celle-ci doit s'organiser et se structurer à la fois par volonté politique et selon des initiatives d'acteurs : c'est une nécessité.

BIBLIOGRAPHIE

- Conreur, L. (2010, 12 mars). Ramonville. Éco-quartier du Midi : mini-dépense d'énergie, maxi-mixité. *Ladépêche.fr*. Consulté le 12 mai 2012 sur <http://www.ladepeche.fr/article/2010/03/12/795214-ramonville-eco-quartier-du-midi-mini-depense-d-energie-maxi-mixite.html>
- Dalman, B. (dir) (2009). Bienvenue. Planification sur le long terme et participation citoyenne. *Freiburg GreenCity*, p. 2. Consulté le 12 mai 2012 sur http://www.fwtm.freiburg.de/servlet/PB/show/1199617_l3/GreenCity.pdf
- Dalman, B. (dir) (2009). Développement urbain durable. *Freiburg GreenCity*, p. 18. Consulté le 12 mai 2012 sur http://www.fwtm.freiburg.de/servlet/PB/show/1199617_l3/GreenCity.pdf
- Direction Départementale des Territoires (2009). *Éco-quartier*. Consulté à l'automne 2011 sur http://www.seine-et-marne.equipement.gouv.fr/IMG/pdf/FICHE_ECOQUARTIER.pdf
- Dupont, G. (2008), Abu Dhabi lance un projet de ville écologique modèle en plein désert. *Le Monde* (22-01-2008). Consulté à l'automne 2011 sur http://www.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type_item=ART_ARCH_30J&objet_id=1021137&xtmc=abu_dhabi&xtcr=3
- Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement (2011, 24 janvier). *Qu'est-ce qu'un ÉcoQuartier ?* Consulté le 20 02 2012 sur <http://www.developpement-durable.gouv.fr>

Paturel, C. (2010, 25 janvier), La brève histoire d'un éco-quartier, Consulté sur le site Chaire ParisTech. *Problématique des éco-quartiers*. <http://www.chaire-eco-conception.org/>

AUTEURS

YVES ARDOUREL

Enseignant chercheur en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Toulouse le Mirail, Yves Ardourel travaille au sein de l'IUFM en particulier sur les problématiques de l'insertion des TIC (technologies de l'information et de la communication) dans les pratiques pédagogiques. Il est rattaché au laboratoire MICA de l'Université Michel Bordeaux 3. Membre du conseil d'administration de la fondation UVED (Université virtuelle environnement et développement durable), il est associé depuis plusieurs années à la production de ressources numériques universitaires pour la formation et l'éducation dans les domaines du développement durable.

LAHOUARI BEKHTI

Étudiant en Master 2 à l'Université de Toulouse le Mirail.